

11 mars 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, à France 2 le 11 mars 2002, sur le bilan comparé de l'action de MM. Juppé et Jospin, l'insécurité, le statut du chef de l'Etat, la crise du secteur de la santé, l'emploi, la baisse des charges et le Proche-Orient.

J'ai fait des propositions que je crois utiles, sur l'emploi, la sécurité, la santé, l'économie et j'attends les propositions des autres candidats, notamment de Lionel Jospin. Et qu'est-ce que j'entends ? Des propos sur le physique, l'emploi, le mental, la santé. C'est tout de même un peu curieux.

Cette technique s'apparente un peu au délit d'opinion, voire au délit de sale gueule.

Les français ont droit à autre chose, à un véritable débat, digne d'une démocratie. Je critique cette dérive. Ce n'est pas convenable vis-à-vis des Français.

Dans une campagne, il faut faire des propositions. On peut en discuter, en dire ce que l'on veut, mais il faut les faire avec dignité. Les Français ont droit à une certaine dignité.

Sur la période 1995-1997 :

En 1995, je suis arrivé dans une situation difficile, où le principal problème était d'entrer ou non dans l'euro. J'ai pris des dispositions souvent impopulaires qui ont permis aux Français d'entrer dans l'euro. Quand le gouvernement Juppé est arrivé, il a trouvé un déficit de 6,5 % du PIB. Quand le gouvernement Jospin est arrivé, il a trouvé un déficit de 3,5 %. L'essentiel du chemin était fait.

Mon bilan comporte aussi un aspect européen, auquel le gouvernement s'est rallié.

Sur le bilan du gouvernement sortant :

L'insécurité a fait un véritable bond en avant, la fiscalité n'a pas diminué, la pauvreté non plus, malgré quatre années de croissance, elle touche en particulier les plus jeunes.

Aucune des grandes réformes nécessaires n'a été engagée. Je pense en particulier à la réforme des retraites, sur laquelle M. Jospin s'était pourtant engagée. Il n'a pas tenu son engagement.

Sur la sécurité :

Ma différence avec Lionel Jospin, c'est que je dis clairement ce que je ferai. Lui dit qu'il fera ce qu'il n'a pas fait pendant cinq ans. Or l'insécurité s'est considérablement accrue pendant ces cinq années. Selon les statistiques officielles, elle a décru de 11,5 % entre 1995 et 1997. Elle a augmenté de 16% depuis.

La culture du candidat socialiste le conduit tout naturellement à penser que c'est la société qui est violente et à trouver qu'il y a toujours des excuses.

Il y a aussi les exigences de la majorité plurielle. Le gouvernement a refusé de faire de la lutte contre l'insécurité une priorité.

Pour lutter contre la délinquance, il faut une justice de proximité, qui fera en sorte qu'il y ait pour chaque acte de délinquance, une sanction proportionnée, juste et exécutée.

Il faut créer des centres où l'on pourra mettre les délinquants multirécidivistes.

J'ai proposé toute une gamme de mesures pour lutter contre la délinquance et l'insécurité. Dans les situations de crise grave, spontanée, ouverte, où tout un quartier s'enflamme, ou, au contraire, dans les situations de crises larvées, connues, avec des systèmes mafieux, lorsque la police locale est dépourvue des moyens d'agir, il faut des moyens spéciaux, coordonnés : ce sont les groupements opérationnels d'intervention et de soutien, qui rassembleront la police, la gendarmerie, les procureurs, les magistrats, les impôts et les douanes, bref les représentants de tous les grands services de l'Etat.

La mise en place de ces groupements sera décidée par le ministre de la sécurité intérieure que je propose de créer et coordonnées par le préfet.

Sur les familles et le problème de la responsabilité des parents, il y a des cas très divers. Il y a des familles. Il y a des familles qui n'ont plus d'autorité sur leurs enfants. Il y a aujourd'hui des familles qui ont physiquement peur de leurs enfants et qui relèvent d'un traitement social.

Il y a des familles dépourvues des moyens d'agir qui relèvent également d'un traitement social affirmé. Il y a aussi des familles qui se dérobent devant leurs responsabilités, voire qui profitent de la délinquance et des trafics. Il y a un débat là-dessus. Il faut que le juge puisse prendre une décision adaptée, qui peut être une admonestation, un avertissement, à moins que l'on puisse aller jusqu'à l'amende si les familles n'ont pas d'excuse sociale et laissent néanmoins leurs enfants perpétrer des actes condamnables.

Sur l'impunité zéro : pour obtenir des résultats en matière de lutte contre la violence et l'insécurité, il faut une volonté politique et les moyens de l'appliquer, qui font aujourd'hui défaut, à gauche, parce que ce n'est pas dans leur culture.

J'ai proposé les moyens de mettre en œuvre notre politique, avec la création d'un conseil de sécurité intérieure, présidé par le chef de l'Etat et la création d'un ministère de la sécurité intérieure, avec tous les moyens pour coordonner les forces de police, de gendarmerie et tous ceux qui participent véritablement à la lutte contre l'insécurité.

Il s'agit de faire acte de pédagogie, mais aussi, le cas échéant, d'avoir les moyens de faire respecter la loi.

Tout cela, c'est l'action à court terme, pour restaurer une situation qu'on a laissée se dégrader.

Il faudra aussi mettre fin à la situation inacceptable de toutes ces familles qui vivent entassées dans des logements, des tours et des barres. Il faudra reprendre le plan d'élimination de ces tours et de ces barres, que la gauche a interrompu, et rendre les logements plus humains.

Il faudra aussi agir sur les créations d'emplois. Les zones franches décidées par le gouvernement Juppé ont été un grand succès. Elles ont créé des emplois là où il fallait redonner de la vie.

De même, il faudra faire en sorte que les services publics soient présents partout et sécurisés.

Sur le statut pénal du chef de l'Etat :

Je suis le gardien de la constitution. Une démocratie, une république, doit respecter ses institutions. J'ai suffisamment reproché, à maintes reprises, au gouvernement, d'avoir fait voter des lois inconstitutionnelles, sur la Corse par exemple, car le mépris des institutions n'est pas compatible avec l'idée que je me fais de l'Etat de droit et de la République.

La Constitution ne permet pas au chef de l'Etat d'être entendu par un juge. Je n'ai pas le droit de mettre en cause ou d'ignorer la Constitution. Le Conseil constitutionnel s'est clairement exprimé et quand la Cour de cassation s'est exprimée, elle a émis le même jugement.

Je suis favorable à une modification de la Constitution, à condition que cela se fasse dans la sérénité et le sérieux, non pas dans les couloirs de l'Assemblée nationale ou des partis politiques.

Il s'agit des fondements mêmes de la République.

Si je suis élu, je réunirai les plus grands constitutionnalistes, les meilleurs, et je leur donnerai deux ou trois mois pour faire des propositions de réformes constitutionnelles, tout de suite, afin que soient adaptées les dispositions de la Constitution qui ont été contestées, ici ou là.

Je leur demanderai de regarder ce qui se passe dans les grandes démocraties, je leur demanderai de faire des propositions et ces propositions, je les suivrai.

Personnellement, je trouve qu'il est désagréable et très gênant que le président de la République ne puisse pas répondre à la convocation d'un juge. J'ai le plus grand respect pour la justice et je serais très heureux de sortir d'un système qui est marqué par la rumeur et la calomnie. Ce serait

serais très heureux de sortir d'un système qui est marqué par la rumeur et la calomnie, ce serait beaucoup plus simple.

Rumeurs et calomnies :

J'ai assumé ces fonctions. Je sais ce que c'est que l'Etat et la République. Je sais combien on peut mettre en cause les responsabilités du chef de l'Etat par des procédures intempestives.

Il y a déjà un certain temps que la gauche a compris que j'étais le seul obstacle à sa mainmise totale sur les pouvoirs. Elle a donc engagé une stratégie en essayant de m'abattre., en concentrant sur moi ses efforts, par tous les moyens.

Un exemple : depuis plusieurs semaines, on fait un grand battage médiatique autour d'un livre écrit par un juge. Ce livre devait ébranler la République, mettre la France sens dessus dessous. Eh bien , ce livre n'a pas ébranlé grand chose.

En revanche, on a entendu son auteur, expliquer avec une certaine ingénuité qu'il s'est rendu à un rendez-vous, en cachette, à l'assemblée nationale, avec le premier secrétaire du parti socialiste, François Hollande, dans le bureau du député Montebourg, pour évoquer sa carrière politique. Est-ce conforme à l'indépendance de la Justice ? Est-ce réellement sérieux ?

Ce n'est pas l'idée que je me fais de l'indépendance de la Justice. Oui, cette méthode rappelle les méthodes de tous les extrémismes.

Il est facile de substituer l'attaque personnelle au débat d'idées mais ce n'est pas convenable.

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ! Cela justifie que vous répétiez indéfiniment les mêmes questions, ce que vous ne manquez pas de faire.

C'est une technique que je réprouve profondément. Ce n'est pas cela une campagne électorale, à la veille d'une élection essentielle pour notre pays et à un moment où la France ne se porte pas bien.

Sur la crise de la santé :

Il est très difficile de plafonner les dépenses de santé, (ç) ce qui ne veut pas dire qu'on ne peut pas les maîtriser. Nous avons trouvé une situation très difficile de la sécurité sociale. Le gouvernement Juppé a sauvé la sécurité sociale, il ne faut pas l'oublier. Des mesures ont été prises, qui n'ont pas été populaires, comme la maîtrise comptable.(ç) Je reconnais aujourd'hui que c'était une erreur. Cela n'a pas marché. Cela n'a pas été compris. Les médecins ne l'ont pas accepté. Après avoir réfléchi, écouté, dialogué, je suis arrivé à la conclusion que la maîtrise comptable devait être éliminée.

Il y a un vrai problème de niveau de vie et un problème de dialogue avec ces professions. On ne peut se contenter de dire qu'on ne peut rien faire.

Nous avons en France un médecine reconnue comme l'une des meilleures du monde. Mais nous avons, en France, une crise profonde. Il faut en sortir par le dialogue social. Il faut équiper et rationaliser nos hôpitaux. Il faut faire un effort supplémentaire sur le cancer, le sida et les maladies orphelines.

Sur l'emploi :

Je rappelle que l'on a procédé, en 1993, à une baisse importante des charges sur les emplois les moins qualifiés. Un rapport de l'INSEE paru il y a trois jours indique que grâce à ces mesures on a créé 450 000 emplois, tout simplement parce qu'en France, les charges sociales, notamment sur les emplois les moins qualifiés, sont beaucoup trop lourdes. Il en résulte que les entreprises n'embauchent pas.

Les vrais emplois, ce ne sont pas des emplois occasionnels, ce sont des emplois en entreprise. Ce sont ceux-là qu'il faut faciliter.

S'agissant de la situation de l'emploi, les statistiques européennes montrent que nous n'avons pas lieu d'être particulièrement fiers ou heureux. Nous sommes le onzième pays en Europe, nous étions, avant, mieux placés.

Depuis neuf mois, le chômage a augmenté de 1,2 % ou 1,3 % dans l'ensemble de l'Union européenne et de 3,5 % en France. Nous n'avons pas une bonne situation en matière d'emploi. La politique conduite en la matière a été masquée par la croissance exceptionnelle mais elle n'a pas été une politique efficace.

Sur la baisse des charges et des impôts :

J'ai assumé un certain nombre de responsabilités à la tête de l'Etat & j'ai été notamment ministre du budget. Ce sont des problèmes que je n'ignore pas.

Les propositions que je fais sur ce qui est nécessaire pour améliorer la sécurité intérieure et extérieure, car le niveau d'équipement de nos armées est très insuffisant, les propositions en matière de justice et d'économie, sont parfaitement cohérentes avec la croissance prévue aujourd'hui par les organisations internationales et avec l'impulsion que cette libération des énergies donnera aussi à l'activité.

Lorsqu'on baisse les charges et les impôts, j'ai rappelé qu'en baissant les charges sur les emplois les moins qualifiés, on avait créé 450 000 emplois, on crée des recettes pour la sécurité sociale. Les marges de manœuvre, nous en avons, par la réforme nécessaire de l'Etat, qu'il faudra bien, petit à petit, mettre en oeuvre. Cela veut dire plus d'efficacité. La masse salariale devrait être mieux affectée aux tâches réellement indispensables.

Je remettais ce matin les prix de l'audace créatrice à des chefs d'entreprise. Nous avons aujourd'hui plus de cent systèmes d'aides à la création des entreprises ! En Angleterre, il faut quelques heures pour créer une entreprise. En France, des semaines !

Nous arrivons, pour des raisons démographiques, dans une période où il y aura un très grand nombre de départs en retraite, qu'il faudra remplacer en réorientant.

Sur les retraites :

Une ouverture importante du capital des entreprises publiques devra être affectée en partie importante à couvrir nos besoins en matière de retraites.

Le 13 septembre 1999, le gouvernement Jospin s'était engagé à faire la réforme des retraites. Nous sommes le seul pays où il n'y a pas de fonds de pension. Les fonds de pension à la française, ce sont des fonds de pension concertés avec les organisations syndicales et professionnelles.

Sur le dialogue social, le travail, le pouvoir d'achat :

Lorsque je parle de dialogue social, je suis crédible. Ce gouvernement, dit de gauche, dit : " je décide, j'impose, je ne discute pas ! "

Les syndicats ont suffisamment exprimé leur mécontentement à l'égard d'une méthode autoritaire, idéologique, socialiste. Ils savent très bien que toutes les entreprises ne sont pas identiques. Les problèmes du boulanger ne sont pas ceux de Renault !

Il faut assouplir les 35 heures, naturellement. Il faut permettre aux gens qui veulent travailler plus de le faire.

Comment pouvez-vous admettre que la France soit le pays où l'on travaille le moins en Europe ? Nous connaissons le résultat : les statistiques de l'Union européenne montrent que nous sommes le 12e pays pour la richesse par habitant.

On a décroché parce qu'on travaille de moins en moins . C'est pourquoi le pouvoir d'achat n'a pas progressé au niveau que l'on pouvait escompter. La pauvreté n'a pas diminué. Le pouvoir d'achat a augmenté, mais très peu, par rapport à la croissance, parce que nous sommes dans un système clos, fermé, idéologique.

Il faut redonner de l'oxygène, libérer les énergies des Françaises et des Français. C'est comme cela qu'on donnera de l'élán à notre peuple !

Une lueur d'espoir au Moyen Orient :

La situation dramatique au Moyen Orient ne se dénouera pas sous la seule impulsion de l'Europe, pour une raison simple : le gouvernement israélien est totalement insensible à ce qui peut venir de l'Europe. Cela ne pourra se dénouer que s'il y a un accord entre les Etats-Unis, l'Union européenne et les pays arabes.

Je voudrais noter une lueur d'espoir : c'est la proposition qui a été faite par le Prince héritier Abdallah d'Arabie Saoudite (les territoires contre la paix et la reconnaissance) sur laquelle j'ai le sentiment que l'ensemble des pays arabes peut se rassembler.

C'est un élément profondément nouveau, porteur d'espérance et qui va faire l'objet d'un grand débat dans quelques jours au sommet arabe de Beyrouth.

Je suis en contact permanent avec les chefs d'Etats et de gouvernements.

Je pense que l'on peut avoir pour la première fois une position cohérente et unanime. Il y a un petit espoir que cet élément nouveau puisse être pris en compte par le gouvernement israélien et approuvé par les Etats-Unis et l'Europe.

Sur le prochain Conseil européen de Barcelone :

Je peux vous garantir qu'à Barcelone, la délégation française que je conduis et que je préside, comme par le passé saura assurer et défendre les intérêts de la France avec autorité, responsabilité et dignité.

Sur les Guignols de Canal+ :

Je le vis bien. Mais je ne peux les regarder à l'heure où passe cette émission. Cela fait partie de la liberté de quolibet qui existe et que je n'ai pas à contester ni à juger.

Sur cette campagne présidentielle de 2002 :

Je n'ai pas le sentiment" d'une campagne plus dure qu'en 1995.

Une campagne, ce sont des propositions. J'en ai fait, je m'en suis expliqué. Attendons les propositions de Lionel Jospin, qui, je l'espère, contribueront à donner un peu plus de force et de dignité à ce débat.

Mais une campagne présidentielle, c'est aussi une alchimie entre un homme et les Français, qui relève d'un contact permanent avec les Français.

Ce contact je l'aime. Je ne vais pas uniquement dans des endroits faciles, je veux savoir ce que pensent tous les Français, comment ils réagissent, je m'efforce de les comprendre, de comprendre pourquoi, par exemple, on a laissé se développer cette culture du manque de respect des uns pour les autres.

Ce contact, je l'établis, je le poursuis et j'y trouve au-delà même des problèmes de la campagne une grande satisfaction.